

qui peut nous arriver, au delà du 49^e parallèle non seulement compromettrons-nous notre propre bien-être, mais nous nuirons très gravement à la cause de l'unité occidentale et de la paix mondiale.

L'hon. M. Hees: Avant l'interruption du dîner, j'ai demandé l'autorisation de faire insérer dans le hansard un tableau que je jugeais utile pour les députés et qui leur aurait permis d'examiner l'importante question qui intéresse tant le comité, savoir l'entrée éventuelle de la Grande-Bretagne dans le Marché commun. L'opposition m'a refusé cette permission. C'est compréhensible, parce qu'elle ne veut pas être confondue par les faits; elle préfère ignorer les faits et ne pas savoir de quoi elle parle. Toutefois, j'ai pris mes dispositions pour faire distribuer le tableau aux députés. Je sais que quelques membres de l'opposition ne l'examineront pas car ils ne veulent pas être informés, mais je sais que les députés conservateurs, députés excellents, qui veulent être au courant des importantes questions de l'heure, l'étudieront avec grand intérêt. Ils y verront les conséquences possibles, pour nos échanges avec le Royaume-Uni, de l'acceptation par ce dernier du tarif du Marché commun européen. Après l'avoir étudié, les députés comprendront pourquoi, à Accra, je me suis donné tant de peine pour faire signaler au Royaume-Uni toute l'importance que revêtait pour le Canada le maintien de nos accords commerciaux avec lui.

Nous sommes persuadés que quand un autre gouvernement songe à des mesures qui menacent sérieusement le bien-être des Canadiens, nous avons le devoir de le lui signaler avant qu'il ne prenne pareilles mesures. C'est ce que nous avons fait. L'opposition officielle nous blâme d'avoir agi ainsi, et on peut le constater par ces paroles prononcées par le chef de l'opposition le vendredi 15 septembre (page 8718 du hansard):

Puis-je poser au premier ministre une question qui découle des observations qu'il vient de faire? Le très honorable représentant enjoindra-t-il aux ministres en cause de cesser de lancer leurs protestations en public avant que les Canadiens ne se sentent froissés?

Je puis très bien comprendre que le chef de l'opposition ait parlé ainsi, monsieur le président, car le gouvernement dont il faisait partie n'a jamais eu le courage d'exprimer franchement ses vues à un autre gouvernement sur des questions intéressant le bien-être des Canadiens, avant que des mesures n'aient été prises et qu'il ne soit trop tard pour faire quoi que ce soit. L'ancien gouvernement protestait pitoyablement, mais, bien entendu, il était trop tard.

Le chef du PSD a envisagé toute l'affaire d'une façon différente et bien plus objective

[M. Regier.]

lorsqu'il en a parlé mardi dernier. Il a dit, si j'interprète bien ses paroles, que le Canada devrait demander à se joindre au Marché commun européen. J'aimerais dire ce que je pense de cette idée. Les pays qui forment le Marché commun abaissent constamment les droits de douane applicables à chacun de ses membres jusqu'à ce qu'ils disparaissent et que le libre-échange soit établi entre les pays du groupe. D'ici la fin de l'année, ces droits de douane internes auront été réduits de moitié environ.

Les industries manufacturières dans les pays qui font partie du Marché commun européen ont atteint un niveau élevé d'efficacité et de compétence technologique. Leurs taux de salaires sont aussi inférieurs à ceux du Canada. Par conséquent, elles fabriquent des articles bien conçus et de bonne qualité à des prix qui sont ordinairement inférieurs à ceux auxquels les produits canadiens semblables peuvent être vendus. Par conséquent, si nos industries de fabrication canadiennes doivent soutenir la concurrence des industries de l'Europe occidentale, dans un régime de libre-échange, elles y perdront dans la plupart des cas, et ceci entraînera une diminution de la production et de l'embauchage.

Plus du quart des ouvriers canadiens travaillent directement pour le compte des industries de fabrication et un nombre beaucoup plus grand encore est au service des industries qui desservent les usines, comme par exemple, l'industrie du transport, de la production d'énergie et ainsi de suite. Je dirais que le tiers ou la moitié des Canadiens sont directement intéressés au niveau de production au pays et un nombre encore plus grand, dont les commerçants, dans les régions industrielles, sont indirectement en cause.

Bien qu'il soit tout particulièrement important d'assurer au Canada le maintien d'une industrie de production saine et vigoureuse dans les régions de forte concentration industrielle; il est tout aussi important, pour l'avenir du pays, de donner de l'essor aux régions où se trouvent des industries de production secondaire afin que les économies de toutes les parties du pays soient diversifiées et ne dépendent pas seulement d'une seule ou de quelques industries primaires. Monsieur le président, nous avons vu l'été dernier jusqu'à quel point la température peut influer sur le revenu des nombreux Canadiens vivant dans les régions qui comptent fortement sur la production agricole. Il est impossible de mettre sur pied les nouvelles industries de fabrication dont toutes les régions du pays ont besoin si ces dernières doivent concurrencer, sur une base de libre-échange, les industries de l'Europe occidentale.